

**Séance ordinaire du
jeudi 19 décembre 2019**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et aménagement
foncier opérationnels**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS

**ZAC Port Marianne - République
Agrément de candidature - Lot A2 - ACM Habitat**

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte

Dans le cadre du projet urbain Port Marianne et du développement de son territoire vers l'est, la Ville de Montpellier a décidé la réalisation d'un nouveau quartier dénommé Port Marianne – République d'une superficie de 21 hectares environ. Ce quartier s'inscrit dans la continuité des quartiers Port Marianne – Parc Marianne, Port Marianne - Jacques Cœur et Port Marianne - Rive Gauche, lesquels s'étendent en rive gauche du Lez.

A l'issue du concours d'urbanisme, le Conseil municipal a décidé de confier le marché d'urbaniste - architecte coordonnateur de ce quartier à l'équipe formée par l'Agence Nicolas Michelin & Associés et Nicolas Boudier architecte.

Le programme de la ZAC Port Marianne – République porte sur la réalisation d'environ 200 000 m² de surface de plancher, avec environ 1 800 logements (en mixité sociale), 30 000 m² de surfaces de plancher de bureaux, 10 000 m² de surfaces de plancher commerciales, des équipements publics de proximité, des espaces publics, un parc paysager couplé à la fonction de bassin de rétention hydraulique.

La maîtrise d'ouvrage de cette opération a été confiée à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) dans le cadre d'une concession d'aménagement signée entre les parties le 7 avril 2015, puis déposée en Préfecture de l'Hérault le 8 avril 2015.

Par délibération n° V2019-002 du 6 février 2019, le Conseil municipal a approuvé le Programme des Equipements Publics, ainsi que le dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne – République, après avis favorable du Conseil métropolitain sur le projet de programme des équipements publics (délibération n° M2018-626 en date du 21 décembre 2018).

Par conséquent, la phase opérationnelle peut démarrer à travers le lancement de la consultation du premier îlot, l'îlot A, qui se situe au nord-ouest de la ZAC et à l'angle sud-est de la Place Pablo Picasso.

Dans ce contexte, la SA3M propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature d'ACM HABITAT en vue de la cession du lot n°A2 de la ZAC Port Marianne – République permettant la réalisation du programme décrit ci-après.

- Dénomination du candidat : ACM - HABITAT
- Localisation : Lot A2
- Parcelles cadastrées : Section SB 172b, SB 173a, SB 258a, SB 259a, SC 249, SC 254 ;
- Nature du projet : Réalisation de logements collectifs sociaux, bureaux et locaux commerciaux ;
- Surface du lot : 2 518 m² ;
- SDP envisagée : 4 117 m² SDP ;
- SDP maximale autorisée : 4 300m² SDP maximale.

La SA3M précise que la candidature d'ACM HABITAT prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature d'ACM HABITAT en vue de la réalisation de logements collectifs sociaux, bureaux et locaux commerciaux sur le lot A2 de la ZAC Port Marianne – République,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Nicole LIZA, Mme Patricia MIRALLES, Mme Marie-Hélène SANTARELLI, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 26 décembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Délib 490 Tamponnée Pref

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.